



République du Bénin  
Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la  
Pêche

INSTITUT NATIONAL DES RECHERCHES AGRICOLES DU  
BENIN

01 BP 884 Recette Principale Cotonou 01

Tél. : (+ 229) 21 30 02 64 / 90 04 18 31 • E-mail : inrabdq4@intnet.bj

MAEP

## Fiche Technique

# Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets du changement de taux de change



**Dr Ir. AHOYO ADJOVI Nestor René**  
Attaché de recherche (INRAB)

**Dr Ir. DJENONTIN André Jonas**  
Chargé de recherche (CAMES)

**Prof. Dr Ir. MENSAH Guy Apollinaire**  
Maître de recherche (CAMES)





## Préface

L'économie béninoise est confrontée à des crises répétées depuis plusieurs décennies. Ces crises trouvent leur origine dans le faible revenu par habitant (moins de 800 dollars) et dans l'étroitesse du tissu économique. Cette économie est aussi extravertie et l'affaiblissement de sa position par les coûts des produits à l'international dégrade encore plus le revenu des populations et accroît les risques d'insécurité alimentaire. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) a été d'environ 5% par an dans la seconde moitié de la décennie 1980-1990. Mais, au fil du temps, les mesures politiques mises en œuvre ont conduit à des déséquilibres économiques. Dans l'optique de redresser cette situation, les gouvernements successifs de ces trois dernières décennies, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ont mis en œuvre un certain nombre de mesures de politiques économiques dans les domaines de la fiscalité, de l'environnement des affaires et de la gouvernance dans les secteurs phares de l'économie, tels que l'agriculture avec des points focaux comme le coton et le riz, les infrastructures et l'activité portuaire. Les évolutions en dents de scie des performances de l'agriculture vivrière et de rente avec en pointe la culture de coton n'ont pas permis d'assainir cette économie et de la relancer.

Cette situation perdure et les analyses macroéconomiques qui devraient permettre une bonne planification et prévision des résultats, ainsi que les conditions de succès ont été absentes ou insuffisantes. Afin de combler ce vide, une équipe de chercheurs s'est attelée à élaborer un modèle d'analyse et de l'appliquer aux données de la mise en œuvre des mesures de politiques économiques prises pour sortir le Bénin des crises des années 80 et 90. Cette analyse macroéconomique s'est concentrée sur trois thématiques que sont la variation des prix de coton et des engrais à l'international, le changement du taux de change et l'amélioration des investissements agricoles. Les simulations qui en ont découlé, font ressortir l'impact de ces mesures sur les recettes publiques, la pauvreté et la sécurité alimentaire, donc sur le bien-être des populations. A la lumière de l'impact des mesures de politiques économiques sur les populations et les recettes publiques, l'équipe de chercheurs propose des mesures complémentaires qui auraient dues faire partie du paquet de mesures à mettre en œuvre pour l'atteinte des résultats recherchés. Cette troisième fiche technique de la série aborde les «**Effets du changement de taux de change sur le développement de l'Agriculture au Bénin**».

**Prof. Dr. M.Sc. D.M.V Delphin Olorounto KOUDANDE**

**Maître de Recherches (CAMES)**

**Directeur Scientifique de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin**

## Introduction

Depuis les années 80, plusieurs mesures de politiques économiques ont été prises pour réformer le secteur agricole. Les réformes entreprises impliquaient l'élimination des subventions et des contrôles des prix de produits et d'intrants agricoles, la limitation du rôle du gouvernement dans la commercialisation agricole et la promotion d'une plus grande participation du secteur privé aux activités de production et de commercialisation des produits agricoles. Cependant, très peu d'études scientifiques ont été conduites pour apprécier l'impact des mesures prises sur le secteur agricole et les producteurs. Seulement une dizaine d'enquêtes et d'études sérieuses ont été conduites sur la période (IFPRI et LARES, 2001). Les pays développés ou industriels, en situation de crise économique, ont mis en place des réformes d'amélioration du fonctionnement des marchés financiers et par conséquent susceptibles de contribuer à l'accélération de la croissance économique et à l'élévation du niveau de vie (OCDE, 2009). Par contre, dans les pays du tiers monde ou sous-développés, les stratégies de développement sont plutôt orientées vers d'autres types de réformes, notamment celles qui permettent la réduction de la pauvreté et assurent une sécurité alimentaire aux populations (Xinshen, 2010). La présente fiche technique aborde les effets du changement de taux de change sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.

## 1. Méthodologie

L'approche d'analyse utilisée dans cette étude est basée sur le modèle des marchés multiples (multi marchés) qui est un modèle « méso » d'analyse d'impact. Ce modèle « multi marchés » se base d'abord sur une solide description du fonctionnement de chacun des marchés, des institutions concernées et de la nature des interventions politiques dans chacun des marchés. Ces interventions doivent être caractérisées par un marché dans un cadre d'équilibre partiel. Le modèle est ensuite construit sur la base des élasticités partielles observées et des meilleures estimations (de JANVRY et SADOULET, 1995 ; AHOYO, 2006). Ce modèle a permis d'analyser les effets de la variation du prix international du coton et des engrais sur l'agriculture au Bénin. Le modèle a été calibré sur la base de la situation descriptive des ménages en milieu rural en 1993 au Bénin et soumis à une simulation de politiques alternatives pour en dégager les effets bénéfiques et négatifs sur l'agriculture béninoise.

## 2. Résultats

Comme cela s'était fait en janvier 1994, le pouvoir public en concertation avec ses homologues de l'UEMOA et son partenaire français peut décider d'augmenter le taux de change afin de promouvoir les exportations (en réalité, un seul gouvernement de la zone CFA ne peut prendre cette décision, la souveraineté en la matière ayant été perdue en faveur des instances sous-régionales). Globalement, le gain obtenu n'a pas été positif (Tableau 1 et Tableau 3). L'apport en calories a baissé en raison de la hausse des prix aux consommateurs de cultures vivrières (Tableau 2). En effet, une augmentation du taux de change a amélioré d'une part le revenu des ménages (Tableau 4) en raison de l'utilisation croissante de travail ((Tableau 3) et d'autre part

les recettes publiques (Tableau 4). S'agissant de la balance commerciale, son gain a diminué lorsque la valeur du taux de change a augmenté.

**Tableau 1. Effets de l'augmentation de taux de change sur la consommation des produits**

Caractéristiques	Situation de base	Variations du taux de change		
		10%	5%	1%
Mais	483 759	0,337	0,422	-0,228
Paddy	10 441	-3,794	-2,283	-0,418
Sorgho	105 843	-0,640	-0,359	-0,481
Autres céréales	36 412	-1,341	-1,034	-0,073
Manioc	974 673	0,201	0,103	0,033
Ignames	1 185 194	-3,027	-2,468	-0,324
Autres tubercules	44 370	-2,584	-2,030	-0,383
Viande	53 719	-0,426	-0,738	0,052
Riz importé	49 999	0,000	0,000	-1,195
Poisson	39 234	-1,465	-1,499	-0,171
Autres produits agricoles	600 734	-0,704	-0,709	-0,232

**Tableau 2. Effets du changement de taux de change sur l'apport en calories dans l'alimentation des ménages**

Caractéristiques	Situation de base	Variations du taux de change		
		10%	5%	1%
RNPF	8 616	-5,728	-3,085	-0,121
RNPH	673 913	-4,330	-2,603	-0,150
FPR	8 822	-8,090	-3,898	-0,110
RPH	217 259	-4,602	-2,834	-0,127

**RNPF:** ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH:** ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF:** ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH:** "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef.

**Tableau 3. Effets du changement de taux de change sur l'utilisation des engrais et de la main d'œuvre**

Caractéristiques	Situation de base	Augmentation du taux de change		
		10%	5%	1%
Engrais	16 615	-3,129	-1,792	-0,526
Main d'œuvre masculine	1 430	0,637	0,304	0,096
Main d'œuvre féminine	1 392	0,499	0,496	1,079

**Tableau 4. Effets du changement de taux de change sur le revenu par habitant, la balance commerciale et les recettes publiques**

Caractéristiques	Situation de base	Augmentation du taux de change		
		10%	5%	1%
RNPF	7,E+09	2,397	1,135	-0,195
RNPH	4,E+10	2,396	1,134	-0,195
FPR	1,E+09	2,398	1,135	-0,195
RPH	1,E+10	2,396	1,134	-0,195
Balance commerciale	5,E+10	-0,638	0,209	1,766
Recettes publiques	2,E+11	1,375	0,865	-0,151

**RNPF**: ménages ruraux non pauvres avec une femme comme chef; **RNPH**: ménages ruraux non pauvres avec un homme comme chef; **RPF**: ménages ruraux pauvres avec une femme comme chef; **RPH**: "ménages ruraux pauvres avec un homme comme chef.

## Implication pour le développement

Le Bénin ne dispose pas d'une souveraineté en matière de gestion de la monnaie et l'objectif de cette fiche n'est pas d'analyser ou de rechercher une quelconque sortie de la zone tutélaire pour recouvrer une indépendance monétaire. Bien qu'il soit nécessaire de mettre en œuvre des réformes rigoureuses et convergentes et que la valeur de la monnaie reflète les fondamentaux de l'économie sous régionale, les questions de variations du taux de change doivent être abordées avec beaucoup de prudence pour éviter de faire plus de mal que de bien. L'analyse faite ici et les résultats assez mitigés (effets multiples et divers) montrent qu'une mesure de politique devant faire recours à la variation du taux de change pour agir sur le bien-être des populations doit être l'un des derniers recours dans un contexte de gestion commune de la monnaie.

## Conclusion

Aucune réforme visant le changement du taux de change ne peut concilier à elle seule tous les avantages et n'a donc de sens qu'avec d'autres réformes économiques profondes. La recherche de l'intérêt général et du bien commun doit en être la motivation première dans un contexte où tous les acteurs sont prêts à se mobiliser pour agir ensemble.

## Remerciements

Les auteurs remercient le Prof. Dr. M.Sc. M.D.V Delphin Olorounto KOUNDANDE, Maître de Recherches (CAMES), Directeur Scientifique de l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin qui malgré ses multiples occupations à accepter lire et faire des remarques constructives sur le manuscrit de la fiche technique.



## Références Bibliographiques

1. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., VIKEY E., MENSAH G. A., HEIDHUES F., 2012. Quelles mesures de politiques économiques pour le secteur agricole et la lutte contre la pauvreté au Bénin ? Bul. Rech. Agr. Bénin (BRAB) N° 72, pp. 37-48.
2. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., MENSAH G. A., 2012. Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets d'une amélioration de l'investissement Agricole. Fiche technique, 8 p. INRAB/MAEP, Dépôt légal N° 6500 du 31 Décembre 2012, 4<sup>ème</sup> trimestre, Bibliothèque Nationale (BN) du Bénin. ISBN : 978-99919-1-204 2.
3. AHOYO ADJOVI N.R., DJENONTIN J. A., MENSAH G. A., 2012. Evaluation des mesures de politiques économiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire au Bénin : Analyse des effets des prix du coton et des engrais. Fiche technique, 9 p. INRAB/MAEP, Dépôt légal N° 6501 du 31 Décembre 2012, 4<sup>ème</sup> trimestre, Bibliothèque Nationale (BN) du Bénin. ISBN : 978-99919-1-205 9.
4. AHOYO ADJOVI N. et al, 2006. Agricultural Policy Impact on income, Food Security and Poverty in Benin: A multimarket Approach, Verlag Grauer-Beuren. Stuttgart, 106 p.
5. AHOYO ADJOVI N., 2000. Simulation de l'impact de l'Euro sur l'économie Béninoise : cas du commerce Extérieur, Document de travail N°99/2000, Cotonou, Centre d'Informations et de Publications Scientifiques (CIPS)/CAPE, 95 p
6. AKITOBAY B., 1998. Dévaluation, ajustement et équilibre général intertemporel : une analyse de la dévaluation du FCFA au Bénin. Economie Appliquée 4, p 83-124
7. CROPPENSTEDT A., BELLU L., BRESCIANI F., 2006. Multi -Market Models in Policy Analysis: How Do They Work? FAO Newsletter, [www.fao.org/es/esa/roa](http://www.fao.org/es/esa/roa), 2 p.
8. de JANVRY A., SADOULET E.1995. Quantitative development policy analysis, Chapters 10-12, Johns Hopkins University Press.
9. OCDE, 2009. Réformes structurelles et crises financières. In Réformes économiques: Objectif croissance. ISBN 978-92-64-05279-6, 10 p.
10. XINSHEN D., 2010. Economic Importance of Agriculture for Sustainable Development and Poverty Reduction: The Case Study of Ethiopia. IFPRI, 74p.

